

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Jacques-Sapir-Sur-la-logique-des-fronts-a-propos-et-avec-l-appel-de-Stefano-Fassina>

Jacques Sapir : Sur la logique des « fronts » (à propos et avec l'appel de Stefano Fassina)

- Empire et Résistance - Union Européenne -
Date de mise en ligne : mardi 25 août 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Read in english](#)

Le débat suscité par l'interview accordé à FIGAROVOX s'avère extrêmement instructif en ceci que l'on peut y lire l'état de la (non) réflexion de certains. Je précise à nouveau que les différences entre le texte publié sur FIGAROVOX [1] et le texte du carnet (largement plus développé [2]) sont de ma volonté. J'ai considéré que l'interview était déjà bien longue. Mais, ce débat ne reflète pas (seulement) l'état intellectuel d'une partie des militants et sympathisants de la gauche. On peut y lire aussi de véritables interrogations quant à la stratégie politique que devrait adopter un « *front de libération nationale* » pour reprendre l'expression de Stefano Fassina [3] ou ce que j'appelle quant à moi un « *front anti-Euro* ». L'objet de cette note sera donc d'éclaircir ou de préciser certains points. Que l'on ne s'étonne pas si le vocabulaire employé pourra apparaître daté (pour ceux qui s'en souviendraient). C'est que la question des « fronts » a une longue histoire. Mais, que l'on ne se méprenne pas non plus sur ce vocabulaire. On n'en usera que ce qui sera nécessaire.

1 - Les caractéristiques de la période

Toute réflexion sur la stratégie politique s'enracine dans une analyse de la période tant politique qu'économique. Celle que nous vivons a pris naissance dans le basculement qui s'est produit dans les années 1970 et 1980 et qui a produit la financiarisation du capitalisme. Non que la finance ait été chose nouvelle. Mais, à travers les processus d'innovations financières qui se sont développés à partir de 1971-1973, la finance s'est progressivement autonomisée des activités productives dans une première phase, puis elle s'est constituée en *surplomb* par rapport à ces dernières dans une deuxième phase. Aujourd'hui, la finance prélève une rente de plus en plus importante sur les activités productives, et ceci se traduit par l'ouverture impressionnante de l'écart entre le 1% le plus riche de la population et le reste de cette dernière. En découle aussi ce que l'on a appelé les « trente piteuses » par opposition aux « trente glorieuses », et qui sont caractérisées par la montée d'un chômage de masse et une faible croissance.

Dans ce processus de financiarisation, un moment décisif en Europe a été la mise en place de l'Euro (pour l'appeler par son véritable nom : Union Economique et Monétaire ou UEM). Les institutions des économies qui ont adopté l'Euro s'en sont trouvées progressivement modifiées, que ce soit les institutions monétaires, qui furent les premières naturellement à être affectées, mais aussi les institutions productives (à cause de la distorsion importante de concurrence induite par un taux de change fixe sur le long terme) et enfin les institutions sociales. Ce que l'on appelle aujourd'hui « l'austérité » n'est que le résultat de ce changement institutionnel. L'austérité est la fille légitime de l'Euro ; elle devenue depuis 2010 sa fille chérie. Après avoir tenté de ruser avec cette dernière dans les années 1999 à 2007, des pays comme la France, l'Espagne ou l'Italie, le Portugal et la Grèce ont été contraints, à des rythmes et dans des conditions qui sont à chaque fois spécifiques, à entrer dans le carcan de l'austérité. La domination de la thématique austéritaire sur la vie politique de ces pays correspond aussi avec l'enracinement de la financiarisation que permet l'Euro.

Mais, l'Union Economique et Monétaire a induit aussi, et l'on peut aujourd'hui supposer que tel était bien l'objectif réel de ceux qui ont mis en place l'Euro, des changements importants dans la forme et les méthodes de la gouvernance politique. Le basculement vers un monde de déni systématique de la démocratie en découle. Il faut considérer que la monnaie unique n'est pas seulement un instrument de la financiarisation. Elle-même s'est progressivement autonomisée et est devenue un mode de gouvernement qui a des conséquences désormais chaque jour plus importante sur le fonctionnement politique des pays. Les parlements nationaux sont progressivement privés de leurs prérogatives souveraines, en particulier - mais pas uniquement - par le TSCG qui fut ratifié en septembre 2012. Cette dépossession de la souveraineté populaire et de la démocratie se fait au profit d'un seul pays, l'Allemagne. Elle a des conséquences politiques profondes à la fois sur les représentations des peuples et sur les mécanismes politiques tant dans les différents pays qu'entre ces derniers. C'est l'un des principaux facteurs promouvant des comportements

anti-démocratiques dans les pays européens. L'une des conséquences de l'Euro est l'accentuation des effets de compétition et de concurrence entre les pays, effets qui désormais menacent directement la paix en Europe.

Ainsi, nous sommes à nouveau confrontés à des contradictions sociales extrêmement fortes, tant à l'intérieur de chaque pays qu'entre ces derniers. Nous sommes à nouveau confrontés à une période de troubles et de révolutions.

2 - Les taches de la période

Les institutions mises en place dans le cours de la période, et plus particulièrement dans la phase actuelle de *domination* de la finance, constituent un ensemble qui fait système. Mais, en Europe, on perçoit la place centrale qui est occupée par l'Euro. C'est ce qui fait de la destruction de l'Euro l'objectif stratégique aujourd'hui. Toute tentative visant à sortir de la financiarisation et de l'austérité en restant dans le cadre de l'Euro est vouée à l'échec. On a pu le constater avec les événements qui se sont déroulés en Grèce cette année. A partir du moment où le gouvernement grec acceptait de faire du maintien dans l'Euro la condition de sa politique, il mettait sa tête sur le billot, comme l'a montré le *diktat* qui lui fut imposé le 13 juillet. En s'attaquant à l'Euro directement, on ouvre au contraire une brèche dans le système institutionnel. L'Euro aboli, une partie des institutions existantes deviennent incohérentes (y compris des institutions de l'Union européenne) et leur remplacement ou leur évolution redevient possible. Mais, dire cela implique que l'on se situe dans l'univers des possibles et non de la certitude. L'abolition de l'Euro n'entraînera pas *automatiquement* ce résultat. Mais, tant que l'Euro restera en place aucun changement n'apparaît possible. La destruction de l'Euro est donc une condition *nécessaire* mais non *suffisante*.

Il faut donc non pas se limiter à la seule destruction de l'Euro (qui est un préalable indispensable) mais aussi penser ce qui pourrait accompagner cette destruction et la reconstruction qui suivra. Cela implique un projet de reconstruction global de l'économie avec des implications dans le domaine monétaire et bancaire, dans celui de la production, des mesures sociales et environnementales, de la fiscalité, etc.... Il est aussi clair que la destruction de l'Euro impliquera de repenser les formes et les processus d'insertion de la France (ou de tout autre pays) à l'échelle internationale. La destruction de l'Euro conduira à la mise en oeuvre d'une autre forme de politique étrangère ainsi qu'à une redéfinition de nos relations avec les pays européens. Ce projet est considérable. Il implique un niveau de consensus dans l'opinion, consensus qui ne pourra se construire que sur une convergence d'opinions, voire des accords précis sur un certain nombre de points. La lutte contre l'Euro impliquera une *alliance* quelle qu'en soit la forme (et elle pourrait se limiter à une forme implicite). Mais, cette alliance devra s'étendre aux mesures d'accompagnement immédiat de la destruction de l'Euro. C'est en cela que la meilleure analogie pourrait être avec le programme du CNR qui ne visait pas seulement à la libération du territoire mais posait aussi des objectifs de réformes importants de la société française.

3 - L'hypothèse de Stefano Fassina

En raison de sa place centrale dans le mécanisme de domination capitaliste actuel, et en raison de la sujétion dans laquelle est tenue la France (et la souveraineté populaire), cette lutte contre l'Euro peut s'apparenter à une lutte de libération nationale. Cette expression a été employée pour la première fois par Stefano Fassina. Il appelle à la constitution de « *fronts de libération nationale* » dans les différents pays qui ont été assujettis à la logique austéritaire et aux visées de l'Allemagne, et il est - en partie - rejoint sur ce terrain par Romano Prodi [\[4\]](#), l'ancien Premier-ministre italien.

Ce type de vocabulaire, s'il possède une capacité d'appel très important, pose néanmoins le problème de ce que l'on désigne sous le vocable de « logique frontiste ». Cette logique frontiste est combattue par ceux qui pensent que le

problème se réduit à un affrontement *global* entre le capitalisme et les « révolutionnaires » et qui ne sont prêts à aucun compromis au nom de la cohérence de ce combat. L'argument le plus important contre la « logique frontiste » est que les compromis nécessaires que doivent passer des forces de gauche les empêchent de construire les mobilisations populaires qui sont leurs seuls points d'appuis. Les forces de gauche se trouveraient donc désarmées par une logique soumettant la dynamique générale du combat aux obligations de la constitution d'un « front ». Elles seraient amenées à perdre que ce soit *avant* d'avoir atteint le premier objectif ou immédiatement *après* la réalisation de cet objectif lors de la phase dite « d'exploitation » de la victoire initiale [5].

Dans cette critique de la logique frontiste, on devrait passer instantanément, et avec aussi peu de médiations que possible de l'objectif d'étape à l'objectif général. Mais, cette critique repose sur en réalité sur une théorisation de la Révolution russe qui n'a que peu de rapports avec ce que fut la pratique réelle des Bolcheviks. De fait, les objectifs qui assurèrent le succès du mouvement révolutionnaire furent essentiellement des objectifs réformistes, cimentés par le consensus nationaliste une fois l'intervention étrangère déclenchée contre la révolution.

Mais, il est aussi évident qu'une soumission trop étroite des diverses forces à l'objectif immédiat, l'incapacité (ou le manque de volonté) de penser « l'après » ont été des facteurs important d'affaiblissement de la lutte. Dans le cas des luttes menées contre la colonisation, les mouvements qui ont réussis sont ceux qui ont su associer la dynamique du combat immédiat pour l'indépendance à des perspectives de construction de la société postcoloniale. La validation d'une stratégie de « front » n'est donc pas une question de principe. Elle repose sur un certain nombre de règles que l'on peut énoncer ainsi :

- Préparation de « l'après » dès la phase initiale de la lutte.
- Maintien de l'autonomie tant stratégique que politique des forces cherchant à promouvoir un réel changement social.
- Capacité de réunir autour du « front » le plus grand nombre et d'isoler l'adversaire.

4 - La logique des fronts

On discerne immédiatement qu'aucun parti ou mouvement ne pourra à *lui seul* porter le programme concernant « l'après ». La question des alliances se pose donc, et avec elle celle de leur forme. Les alliances peuvent être réduites au minimum dans certains cas (un pacte tacite de non-agression) comme elles peuvent être plus développées (participation commune à des structures politiques, voire à des gouvernements).

Cette question des alliances se pose dans l'immédiat, afin d'avoir la force nécessaire pour vaincre les obstacles de toutes sortes qui s'élèveront entre les forces anti-Euro et la destruction de ce dernier. Car, il ne faut avoir aucun doute sur le fait que dans la défense de l'Euro nous aurons une bonne partie des forces politiques traditionnelles, les banques et le grand patronat, mais aussi une large partie des « prescripteurs d'opinions » de la presse. Une partie importante de ces forces est transfrontière, qu'il s'agisse des partis politiques ou des milieux d'affaires. Ces forces susciteront toutes les formes de division possible. Cela veut dire que si la bataille se déroulera *nominalement* dans le cadre français, elle opposera en réalité des forces internationales au « front » qui combattront l'Euro.

Il devient évident, dans ces conditions, que l'un des points clefs de la réussite de ce front sera au contraire la capacité d'unir la population française et une partie de la petite bourgeoisie *et* de porter la division au sein de l'adversaire. Il faudra montrer en quoi une large majorité de la population bénéficiera de la suppression de l'Euro, qu'il s'agisse des catégories les plus défavorisées comme de certaines catégories de patrons de PME et PMI. L'absence ou la faiblesse des représentations politiques de ces dernières catégories implique que la bataille pour les

gagner au « front » anti-Euro passera essentiellement par des thèmes idéologiques et par la capacité à maintenir l'activité courante à un niveau normal. Souvenons-nous de la pression très forte qu'a exercée la *Banque Centrale Européenne* sur la société grecque en organisant dans les faits une crise de liquidités dans ce pays. Mais, il faudra, aussi, diviser l'adversaire et le convaincre, dans ses représentations, qu'une destruction de l'Euro est inévitable afin d'engendrer en son sein des comportements de « sauve-qui-peut » qui désarticuleront rapidement sa capacité d'action et de réaction. Le phénomène des anticipations auto-réalisatrices doit pouvoir jouer au détriment de l'adversaire. Cela implique que des propositions comme celles d'un « plan A » rationnellement discuté (et qui peut avoir une certaine validité théorique), ou d'un référendum sur l'Euro devront être abandonnées très vite car de la rapidité des réactions et de l'avancement du « front » contre l'Euro dépendra largement sa victoire.

Une deuxième condition du succès est que le « front » ait une idée claire des mesures qui accompagneront la sortie de l'Euro que ce soit dans l'immédiat ou dans le moyen terme. Rien ne serait plus destructeur pour ce « front » que d'aller à la bataille sans avoir un accord, même implicite, sur ses mesures. Car, il faut savoir qu'une fois les opérations engagées, elles se dérouleront dans la temporalité des marchés financiers (même si ces derniers sont techniquement fermés en France), et que cette temporalité s'apparente à celle des opérations militaires. On l'a clairement vu lors de la crise de Lehman Brothers en 2008. Il est donc hors de question de s'engager dans cette bataille avec pour seule idée la « *reconstitution de la souveraineté monétaire* ». Il faudra pouvoir être rapidement beaucoup plus précis, même s'il n'est pas utile d'entrer aujourd'hui dans les détails. En un sens, la sortie de l'Euro se planifie comme une opération militaire, que ce soit à très court terme, mais aussi à moyen terme. Un accord, je la redis même implicite, sur les mesures à prendre sera l'une des conditions de réussite, ou d'échec, du front anti-Euro.

La troisième question qu'il faudra régler concerne à l'évidence la superficie de ce « front » et ses formes de constitution. De très nombreuses formules peuvent être imaginées, allant de la coordination implicite (pacte implicite de non agression) à des formes plus explicites de coopération. Rappelons ici que lors de l'élection présidentielle de 1981 les militants du RPR ont collé des affiches de François Mitterrand... On ne peut chérir éternellement les causes des maux dont on se lamente et, à un moment donné, la logique de la vie politique voudra que soit on sera pour la sortie de l'Euro soit on sera pour conserver l'Euro. Il n'y aura pas, alors, de troisième voie.

Il est évident que ces diverses formes d'ailleurs ne s'opposent pas mais peuvent se compléter dans un arc-en-ciel allant de la coopération explicite à la coordination implicite. Mais on voit bien, aussi, qu'à terme sera posée la question de la présence, ou non, dans ce « front » du Front National ou du parti qui en sera issu et il ne sert à rien de se le cacher. Cette question ne peut être tranchée aujourd'hui. Mais il faut savoir qu'elle sera posée et que les adversaires de l'Euro ne pourront pas l'esquiver éternellement. Elle impliquera donc de suivre avec attention les évolutions futures que pourraient connaître ce parti et de les aborder sans concessions mais aussi sans sectarisme.

Du point de vue des formes que pourraient prendre ce « front », la formule « *marcher séparément et frapper ensemble* » me semble la mieux adaptée. Ceci n'épuise pas - et de loin - la question de la superficie du « front ». Il faudra vérifier la possibilité de détacher du Parti « socialiste » certains de ses morceaux, vérifier aussi la possibilité de pouvoir compter avec des dissidents de l'UMP et des souverainistes issus des partis indépendants (et on note avec satisfaction les discussions entre Nicolas Dupont-Aignan et Jean-Pierre Chevènement). Il faudra enfin, et ce n'est pas la moindre des tâches, unifier la gauche radicale. Ces diverses tâches n'ont plus été à l'ordre du jour depuis 1945 dans notre pays. La perte d'expérience est ici considérable, les réflexes sectaires sont largement présents mais, surtout, la prégnance d'une idéologie moralisante se faisant passer pour de la politique constitue le principal obstacle, et la force principale de nos adversaires.

Les raisons de potentiels désaccords seront extrêmement importantes dans ce « front », s'il se constitue. Mais, la véritable question est de savoir si les femmes et les hommes qui composeront ce « front » sauront dépasser leurs désaccords, quels qu'ils puissent être et aussi justifiés puissent-ils être, pour comprendre que l'objectif de sortie de l'Euro, avec tout ce qu'il implique (et que je ne rappelle pas) impose de mettre provisoirement ces désaccords de côté. C'est à cette aune là que nous verrons si le camp des forces anti-Euro est capable d'affronter les tâches de la

période.

Jacques Sapir*

[RussEurope](#). Paris, le 23 août 2015.

***Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation » (Paris, Le Seuil, 2011).

[Le texte de Stefano Fassina](#)

Pour éclairer le débat qui a été lancé par l'interview que j'ai donné à FIGAROVIX, je publie la traduction de l'article de Stefano Fassina, appelant à la constitution d'une « *alliance des fronts de libération nationale* », qui a été établie par le Comité Valmy. Ce texte pose clairement le problème. Je rappelle que Stefano Fassina a été membre du Parti Démocrate auquel appartient Matteo Renzi, l'actuel Premier ministre de l'Italie (parti qu'il a quitté le 23 juin dernier), qu'il fut vice-ministre des finances dans le gouvernement d'Enrico Letta, et qu'il fut un chroniqueur réputé de l'*Unita*. On pourra voir, dans ce texte, que je ne suis nullement l'inventeur de la formule « *fronts de libération nationale* ». Je reprends néanmoins cette formule et m'associe à l'appel de Fassina.

Jacques Sapir, 24 août 2015

POUR UNE ALLIANCE DE FRONTS DE LIBERATION NATIONALE

(Les intertitres sont de la responsabilité de RussEurope)



Le brûlant compte grec a une valeur de politique générale. Commençons par le contenu de la Déclaration du Sommet de la zone Euro tenu le 12 juillet, avant de procéder à des évaluations politiques. Il est impossible de cacher l'aspect non durable des dispositions de perspectives économiques et financières. Malgré les ajustements remportés par la délégation grecque à Bruxelles, les mesures imposées sont brutalement de contraction, ainsi que régressives sur le terrain social.

Les mesures de compensation macroéconomique risquent d'être pratiquement inexistantes. Le financement prévu pour le troisième plan de sauvetage est consacré à la recapitalisation des banques et au paiement des dettes de la BCE, du FMI et de prêteurs privés. Rien ne va aux dépenses en capital, tandis que la crédibilité de la Commission Européenne pour aider le gouvernement grec à mobiliser jusqu'à 35 milliards d'euro pour les investissements dans les 3 à 5 ans doit être évaluée au vu de son incapacité à trouver le minimum de ressources pour le « Plan Juncker ». Et enfin, l'engagement de la restructuration de la dette publique de la Grèce ouvre une perspective qui en aucun cas ne pourra avoir d'effets réels avant 2023, la fin de la période de grâce accordée par les États Européens pour leurs prêts respectifs.

Les leçons de la crise grecque

Quelles leçons pouvons-nous apprendre du cours de la Grèce ? Alexis Tsipras, Syriza et le peuple grec ont le mérite historique indéniable d'avoir arraché le voile de la rhétorique Européiste et de l'objectivité technique visant à cacher la dynamique dans la zone euro. Nous voyons maintenant le pouvoir politique et le conflit social entre l'aristocratie financière et les classes moyennes : l'Allemagne, incapable d'hégémonie, domine la zone euro et poursuit un ordre économique en fonction de ses intérêts nationaux et de ceux de la grande finance.

Il y a deux points à relever ici. Le premier : le mercantilisme néo-libéral dicté par et centré sur Berlin est insoutenable. De la dévalorisation du travail, comme alternative à la dévaluation de la monnaie nationale, en tant que principale voie à de vrais ajustements, découle une insuffisance chronique de la demande globale, la persistance d'un chômage élevé, la déflation, et l'essor de la dette publique. Dans un tel cadre, au-delà des frontières de l'état-nation dominant, l'euro a conduit à vider la démocratie de sa substance, tournant la politique en administration pour le compte de tiers et de divertissements.

Peut-on faire marche arrière ?

Cette route est-elle réversible ? C'est le deuxième point. Il est difficile de répondre oui. Malheureusement, les corrections nécessaires pour rendre l'euro durable semblent être impossibles pour des raisons culturelles, historiques et politiques. Les opinions publiques ont des points de vue opposés et positions contradictoires, rendus de plus distants à cause de l'ordre du jour dominant dans la zone euro après 2008. Les opinions et les positions répandues chez les Allemands sont des faits. Le peuple allemand mérite le respect comme tout autre peuple. En Allemagne, comme partout, les principes démocratiques s'appliquent à l'intérieur de la seule dimension politique pertinente : l'état-nation.

Les deux premiers points de l'analyse conduisent à une vérité inconfortable : nous devons reconnaître que l'euro était une erreur de perspective politique. Nous devons admettre que, dans la cage néo-libérale de l'euro, la gauche perd sa fonction historique, et est morte en tant que force attachée à la dignité et à la pertinence politique du travail et à la citoyenneté sociale en tant que véhicule de démocratie effective. La non-pertinence ou la connivence des partis de la famille socialiste Européenne sont manifestes. En continuant à invoquer, comme ils le font, les « États-Unis d'Europe » ou une réécriture pro-travail des Traités est un exercice virtuel conduisant à une perte continue de crédibilité politique.

Que faire ?

Qu'y a-t-il à faire ? Nous sommes à un tournant de l'histoire. D'une part, le chemin de continuité lié à l'euro, c'est l'acceptation de la fin de la démocratie de la classe moyenne et de l'état-providence : un équilibre précaire de sous-emploi et de colère sociale, menacé par des risques très élevés de rupture nationaliste et xénophobe. De l'autre, une décision partagée, sans actes unilatéraux, à aller au-delà de la monnaie unique et du cadre institutionnel

lié, surtout pour fixer la responsabilité démocratique de la politique monétaire : une solution mutuellement bénéfique, malgré un chemin difficile, incertain, avec des conséquences douloureuses au moins dans la période initiale.

L'Allemagne l'a bien compris et, toujours consciente de son histoire, indique une voie de sortie afin éviter une rupture chaotique de la zone euro et des dérives nationalistes incontrôlables (déjà inquiétantes à la fois chez les Allemands et à leur égard) : un accord multilatéral visant à aller au-delà de la monnaie unique, comme illustré dans la proposition de « Grexit assisté », écrit par le Ministre des Finances Schäuble et approuvé par la Chancelière Merkel. Cela implique de ne pas abandonner la Grèce à elle-même, mais « une sortie accompagnée par la décote de la dette publique (ce qui est impossible dans le cadre actuel des Traités) et d'aide technique, financière et humanitaire. »

Le choix est un choix dramatique. La route de la continuité est l'option explicite des « grandes » coalitions conservatrices et des dirigeants « socialistes » (en France et en Italie, par exemple). La route de la discontinuité peut-être la seule pour tenter de sauver l'Union Européenne, de revitaliser les démocraties bourgeoises et d'inverser la tendance de la dévaluation du travail. Pour une désintégration gérée de la monnaie unique, nous devons construire une large alliance de fronts de libération nationale, à partir des zones euro de la périphérie méditerranéenne, composée de forces progressistes ouvertes à la coopération avec l'aile droite démocratique des partis souverainistes. Le temps disponible est de plus en plus court.

Stefano Fassina(Membre du Parlement, ancien vice-Ministre des Finances, Italie

Stefano Fassina : « [For an alliance of national liberation fronts](#) », article publié sur le blog de Yanis Varoufakis par Stefano Fassina, membre du Parlement (PD), le 27 juillet 2015,

Traduction de l'anglais réalisée pour le [Comité Valmy](#) par : Comité Valmy

[El Correo de la diaspora latinoamericaine](#). Paris, 25 août 2015.

[1] [Montebourg/Varoufakis, sortie de l'euro : le dessous des cartes par Jacques Sapir](#). Le Figaro Vox, 21 août 2015.

[2] [Réflexions sur la Grèce et l'Europe](#). RussEurope, 21 août 2015.

[3] Stefano Fassina : « [For an alliance of national liberation fronts](#) », article publié sur le blog de Yanis Varoufakis par Stefano Fassina, membre du Parlement (PD), le 27 juillet 2015,

[4] Voir son éditorial d' http://www.ilmessaggero.it/PRIMOPIANO/ESTERI/europa_fermi_inaccettabile_bltitz_tedesco/notizie/1507018.shtml [class='spip_out' rel='external'>>// *Messaggero*](#) du 8 août 2015,

[5] On retrouve ici la critique Trotskiste du *Frente Popular* lors de la guerre civile espagnole, ou des fronts de libération nationale constitués durant la seconde guerre mondiale, avec en particulier la critique portée à l'encontre du PCF et du PCI pour la phase qui suivit immédiatement la Libération.